

M. CRESSWELL: Je ne peux certainement pas me prononcer là-dessus.

L'hon. M. CRERAR: Il y avait une restriction à cet effet avant la guerre.

M. CRESSWELL: Je ne sais pas jusqu'à quel point la Suède peut leur donner des devises américaines. Toute la situation monétaire est désorganisée.

L'hon. M. HORNER: La situation est tout à fait normale en Suède, et je ne crois pas qu'il y ait aucune difficulté.

M. CRESSWELL: Je ne le crois pas, mais je ne suis pas certain.

L'hon. M. CRERAR: Il y a un aspect de ce problème qui m'intrigue un peu. Il existe actuellement en Europe des centaines de milliers de très bonnes gens qui tiennent à quitter le pays et à refaire leur vie ailleurs. Ils tournent les yeux surtout vers le Canada, et peut-être moins vers certains pays comme le Brésil et l'Australie. Plusieurs de ces excellentes personnes n'ont pas de ressources. Le problème réside dans le fait qu'il y a plusieurs de ces personnes là-bas qui ont très peu ou pas de capital et qui se croiraient au ciel s'ils avaient la chance de venir au Canada et de travailler de leurs deux bras. Cette suggestion soulève naturellement chez nous la question de savoir s'il est sage ou opportun d'amener des gens sans ressources au Canada, avec la possibilité qu'ils soient à la charge de l'Etat? Nous nous rappelons encore des conditions qui ont existé vers 1930 et certaines gens ont encore des doutes sur ce qui arriverait au cours des dix prochaines années dans notre pays. Est-ce que j'exagère la situation?

M. CRESSWELL: Non, je ne le crois pas.

L'hon. M. CRERAR: Auriez-vous quelques suggestions à faire?

M. CRESSWELL: Je crois, sénateur Crerar, qu'une grande partie des difficultés que nous avons eues vers 1930, à cause de la pénurie d'emplois pour les nouveaux arrivés, particulièrement dans le cas de ceux qui nous arrivaient d'Europe, étaient dues au fait que plusieurs milliers étaient arrivés sans le sou à peine quelques années auparavant. Plusieurs de ces personnes étaient des hommes mariés qui avaient laissé leurs épouses et leurs familles dans leur pays d'origine; ils avaient emprunté de l'argent pour leur transport au pays et payaient des taux d'intérêt élevés dans leur patrie pour la somme empruntée. En plus de prendre soin de leurs familles, ces nouveaux arrivés devaient faire face à d'autres difficultés. Lorsque la crise économique est arrivée ils n'avaient aucune économie, et se virent immédiatement sans emploi ni secours; et par la suite un grand nombre d'entre eux furent expulsés.

L'hon. M. CRERAR: A cet égard, monsieur Cresswell, les expulsions s'effectuent en grande partie chez les gens qui vivaient dans les villes.

M. CRESSWELL: C'est vrai, mais ils se sont laissés entraîner vers les villes et se sont trouvés sans emploi.

L'hon. M. CRERAR: Je me souviens qu'il n'a jamais été question d'expulser ceux qui sont allés dans des districts ruraux et de petits villages.

M. CRESSWELL: C'est exact. En ce qui concerne tout mouvement futur d'immigration, je suis d'avis que, quoi qu'il puisse arriver au cours des dix prochaines années, nous ne courons guère de risque de voir les gens qu'on nous amènera à la charge de l'Etat s'ils sont bien choisis, s'ils ont les fonds nécessaires ou sont au moins sans dettes et si on leur trouve au pays des emplois de tout repos. Les fermiers sont beaucoup mieux aujourd'hui qu'ils ne l'étaient en 1929 et dans les premières années 30.

L'hon. M. CRERAR: Je crois, par exemple, que le succès qui a accompagné l'établissement des Sudètes dans la région de Tupper-Creek, de même que l'établissement effectué par le National-Canadien à Walburg, Saskatchewan, valent la peine d'être pris en considération à cet égard.